



Institut  
EGA

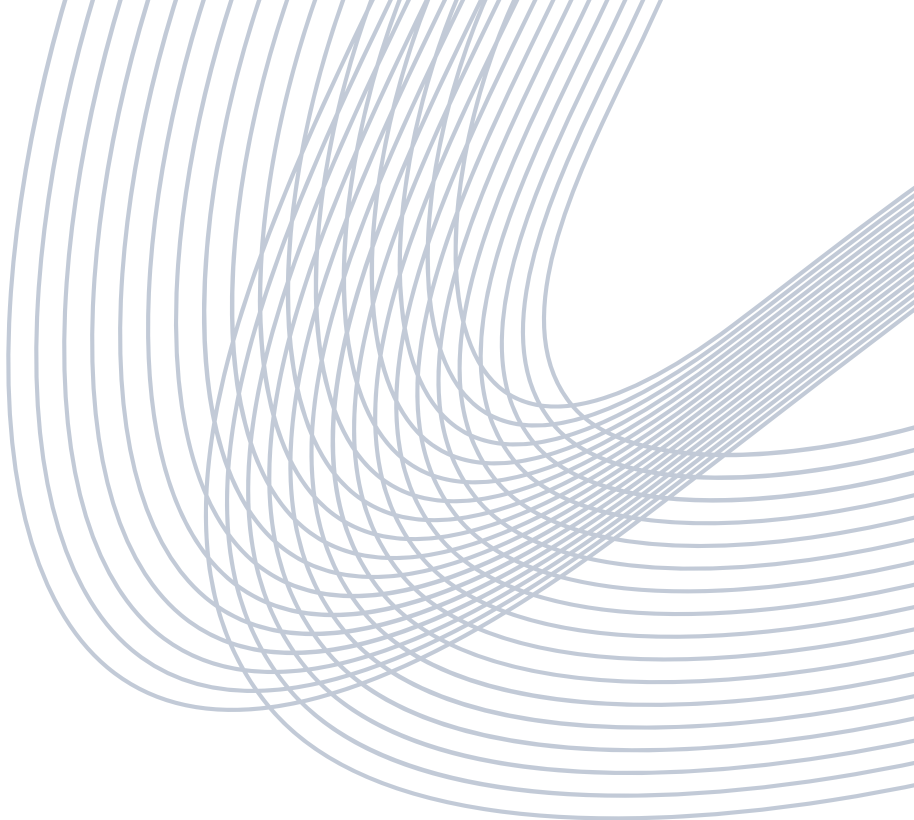
# Consultation stratégique

L'équation chinoise : comment l'Union  
européenne peut repenser ses  
partenariats stratégiques face à Pékin

Document rédigé par  
Yohan BRIANT



23.03.2026



# SOMMAIRE

Résumé exécutif	4
Les conditions de l'interdépendance : une dépendance stratégique à double tranchant	5
Passer à l'opérationnel : leviers et enjeux	6
Redéfinir les priorités : l'UE face à un environnement géopolitique en mutation accélérée	7
Perspectives et vulnérabilités chinoises face au durcissement européen	9
Éléments conclusifs et recommandations	12

# À propos de l'lega

Fondé en 2015, l'Institut d'études de géopolitique appliquée (lega) est un *think tank* reconnu en France pour son expertise dans l'analyse des relations internationales, des enjeux géopolitiques et des dynamiques diplomatiques contemporaines. Organisme d'intérêt général, l'lega se consacre à la production d'analyses rigoureuses, à l'information du public, ainsi qu'à la formation et au conseil auprès d'acteurs publics et privés, incluant les milieux économiques, institutionnels et diplomatiques. Animé par une exigence d'indépendance intellectuelle et de rigueur analytique, l'lega poursuit l'ambition de fédérer la société civile, les décideurs institutionnels et la communauté scientifique autour des grands enjeux géopolitiques.

Les consultations stratégiques de l'lega sont des papiers exécutifs qui visent à contextualiser une situation géopolitique puis à proposer des éléments de prospective ainsi que des éléments de recommandation. Ces documents s'adressent principalement aux entreprises membres de l'observatoire géoéconomique de l'institut.

# • Résumé exécutif

Cette consultation stratégique propose d'analyser la stratégie énergétique de la Chine, en examinant notamment la manière dont la question de l'énergie se traduit dans les domaines diplomatique, sécuritaire, économique et discursif. Elle vise ainsi à souligner comment la Chine s'est appuyée sur les réalités objectives de ses besoins en énergie (le pays consommant plus qu'il ne produit, ce déséquilibre devant continuer à croître) afin de développer sa présence et son influence à l'international.

À partir d'un état des lieux historique de la situation énergétique de la Chine, ce document met en lumière le développement d'une problématique de l'énergie, qui s'exprime en lien avec des objectifs stratégiques, nationaux et internationaux, cohérents et clairement définis. Cette approche, qui n'est pas sans limites, a nécessité d'importants ajustements à mesure que la Chine gagnait en importance sur la scène internationale.

L'intégration croissante de la Chine au marché mondial, associée à des besoins énergétiques de plus en plus complexes et importants, a entraîné la nécessité de repenser l'intégration du volet énergétique au sein de l'ensemble de ses priorités. La Chine, qui investit à la fois dans les vecteurs traditionnels de puissance et dans ses évolutions plus contemporaines, dispose d'une marge de manœuvre relativement large, qui tend à s'élargir.

- **Dans un monde marqué par la rivalité sino-américaine, l'UE peut-elle concilier ouverture économique et autonomie stratégique sans basculer dans un protectionnisme contraignant ?**
- **L'UE a-t-elle les moyens de développer les solutions lui permettant de renforcer son autonomie stratégique ?**

# Les conditions de l'interdépendance : une dépendance stratégique à double tranchant

L'Union européenne et la Chine entretiennent une relation d'interdépendance asymétrique, où chaque partie cherche à maximiser ses avantages tout en minimisant ses vulnérabilités. Si la montée en gamme de la Chine, notamment dans les secteurs associés à des secteurs tels que l'automobile, les mobilités douces, la transition énergétique et la télécommunication, posent des difficultés aux entreprises européennes, les solutions chinoises s'imposent sans difficultés auprès des consommateurs. La dépendance européenne vis-à-vis de la Chine a donc évolué sur trois niveaux : l'acquisition de matières premières, en particulier les terres rares, les produits manufacturés à faible valeur ajoutée (notamment le textile et l'électronique grand public) et, désormais, les produits à haute valeur ajoutée comme les véhicules électriques, l'informatique, ainsi que d'autres biens industriels et technologiques.

Cette évolution traduit un déséquilibre dans la relation d'interdépendance, ainsi qu'une bascule dans la nature du rapport de force. Pékin compte sur ses propres ressources, mais son marché intérieur est contracté : la confiance est au plus bas et les ménages préfèrent épargner plutôt que consommer. Les décisions publiées par le Conseil des affaires d'État, entre février et mars 2026, indiquent que Pékin cherche à relancer l'économie en stimulant la demande à travers l'investissement. Il s'agit en fait de transposer la politique de l'offre dans le secteur des services, l'objectif final étant de mettre en place les capacités susceptibles de mobiliser les capitaux immobilisés.

Dans le prolongement des réformes structurelles associées à la montée en gamme de l'économie chinoise, Pékin cherche à peser davantage sur la demande, et non plus seulement sur l'offre. Conscient de ce que représente encore le marché européen pour la production chinoise, Pékin assume donc vouloir concurrencer l'UE sur son propre terrain.

Cette situation place l'UE face à deux impératifs contradictoires : d'un côté, continuer de profiter des coûts compétitifs et de l'innovation chinoise ; de l'autre, limiter les risques stratégiques liés à une concentration excessive des approvisionnements et des technologies entre les mains d'un acteur. Un tel contexte rend tout découplage impossible, mais fait du dérisquage (derisking, soit limiter progressivement le risque stratégique que représente Pékin) une nécessité stratégique.

## **Passer à l'opérationnel : leviers et enjeux**

L'enjeu pour l'Union européenne est désormais de convertir ces nouvelles priorités sur le plan opérationnel. Forte d'une dynamique enclenchée depuis février 2022 et l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, l'UE souhaite ancrer sa stratégie dans une approche structurelle.

L'exemple le plus significatif est celui du Critical Raw Mineral Act (CRM Act) mis en place dès 2023 et qui fixe des objectifs clairs pour 2030 : 10 % des terres rares utilisées par l'UE doit être extrait du territoire européen, 40 % doivent être traitées en Europe et 25 % de la production doit être recyclée. Plus significatif encore, le CRM Act fixe à 65 % la limite des approvisionnements par un seul pays tiers. Ce dernier élément cible directement la Chine, qui produit 90 % des terres rares et minerais critiques (et représente 80 % du traitement).

D'autres mesures similaires consistent à renforcer le contrôle des investissements directs étrangers, mais également de protéger davantage les infrastructures critiques (câbles sous-marins, centres de données) à travers le renforcement des mécanismes de contrôle. L'ensemble des mesures déployées visent ainsi à durcir les conditions d'accès au marché européen. Cette volonté de diversification s'appuie sur des projets européens existants, en particulier le Global gateway project, qui doit, à terme, former le cadre privilégié pour le développement des nouveaux partenariats européens.

L'utilisation de structures existantes répond à la nécessité de développer des solutions structurelles, facilement adaptables selon les menaces et selon les acteurs. En déployant des solutions adaptées aux points d'entrées privilégiés par rivaux, l'UE anticipe au-delà des caractéristiques propres à la menace chinoise. Cette approche souligne l'engagement européen en faveur d'un « réarmement économique », qui passe par le réinvestissement pérenne des leviers traditionnels de la puissance, économiques et militaires. Pérenniser cette approche dans les structures européennes constitue également un moyen d'adresser les risques politiques qui pèsent sur l'UE, à l'heure où l'Union est la cible de nombreuses attaques dans le cadre des luttes cognitives et informationnelles.

## **Redéfinir les priorités : l'UE face à un environnement géopolitique en mutation accélérée**

Cette évolution fait écho aux transformations en cours de l'ordre international, qui se recompose sous l'effet de plusieurs dynamiques structurelles et conjoncturelles. Trois éléments en particulier impactent significativement les perspectives européennes :

- La réorganisation transatlantique : Les tensions persistantes entre les États-Unis et l'UE, notamment sous l'administration Trump, sapent la crédibilité de l'Occident et exposent l'UE à des discours concurrents. La Chine s'appuie ainsi sur la proximité structurelle entre l'UE et les États-Unis, pour justifier l'existence d'un axe impérialiste qui chercherait à imposer sa volonté au monde, que ce soit par l'usage de la force ou par l'universalisme revendiqué des valeurs démocratiques. Du côté des États-Unis, l'attachement européen à l'ordre international hérité de 1945 favorise le narratif de la base MAGA.
- L'extension des zones grises : Les conflits hybrides, les opérations d'influence et les cyberattaques sont désormais pleinement intégrés dans les rivalités internationales. L'UE, en tant qu'organisation internationale reposant sur le consensus, est particulièrement vulnérable à ces menaces.
- L'affaiblissement du multilatéralisme : Le repli engagé par les États-Unis et leur volonté de renforcer les engagements bilatéraux, mais également la multiplication des initiatives adhoc à l'instar du Board of Peace, va à l'encontre des grands principes de l'action extérieure des européens.

Dans un tel contexte, l'UE cherche à développer son autonomie stratégique. Celle-ci repose sur trois critères essentiels :

- la cohérence : qu'il s'agisse d'éléments doctrinaux ou bien opérationnels, il est nécessaire pour l'UE de présenter une approche qui soit en cohérence avec ses principes, ses valeurs et son fonctionnement. Le respect des hiérarchies entre les institutions européennes, la recherche systématique du consensus, demeurent essentiels. Cette idée de cohérence est particulièrement importante dans un contexte de guerre cognitive où l'UE est déjà régulièrement prise pour cible, à l'extérieur comme à l'intérieur.

- la capacité d'exécution : une traduction opérationnelle efficace nécessite la mobilisation d'institutions et de structures internes déjà en place. L'UE a régulièrement pêché par sa propension à développer de nouveaux formats et des structures ex nihilo. Si cette approche peut parfois témoigner d'une certaine flexibilité, l'exemple de la coalition des volontaires illustre la nécessité pour ces formats plus flexibles de s'appuyer sur un socle institutionnel stable et pérenne.

- la temporalité : une autonomie stratégique crédible doit être pensée dans le temps long, selon des processus et des formats qui reposent sur une temporalité crédible et structurée.

La stratégie de l'UE à l'égard de la Chine et des États-Unis, mais également dans le développement de nouveaux partenariats, doit donc prendre ces différents éléments en considération. L'UE ne peut plus se contenter de réagir aux crises : elle doit anticiper, structurer et exécuter une stratégie qui lui permette de concilier ouverture et souveraineté, sans tomber dans le piège du protectionnisme ou de la fragmentation.

## **Perspectives et vulnérabilités chinoises face au durcissement européen**

Le marché européen constitue toujours une priorité pour la Chine. Là encore, la reconfiguration des dynamiques internationales vient introduire de nouvelles priorités pour Pékin.

Les lignes de failles entre Pékin et Bruxelles se multiplient au fur et à mesure que l'UE intègre les nouveaux impératifs stratégiques sécuritaires et économiques. Le Covid-19, illustrant les vulnérabilités structurelles de l'appareil productif européen, a constitué un premier point important, la guerre d'Ukraine en est un autre. Le renforcement de l'axe Moscou-Pékin, aussi déséquilibre soit-il en faveur de Pékin, suffit à placer la Chine sur la liste des rivaux systémiques de l'UE.

De son côté, la Chine cherche depuis longtemps à réduire la proportion des européens dans son réseau de partenariats stratégiques. Si ces derniers sont en augmentation constante et rapide (106 en 2024 contre 56 en 2022), la part des États occidentaux n'a cessé de baisser pour s'établir aujourd'hui autour des 15 % : un chiffre assez évident compte tenu de la proportion d'États occidentaux par rapport à la totalité des États avec lesquels la Chine entretient des relations commerciales, mais qui illustre aussi l'écart qui se creuse entre la Chine et l'UE.

Pour autant, la Chine reste à la recherche d'un équilibre stratégique. Là où la Russie est dans une position beaucoup plus disruptive, la Chine cherche à se positionner comme une alternative crédible aux États-Unis. Cela passe par le développement d'une architecture internationale parallèle. La redynamisation des BRICS, devenus BRICS+, l'OCS, la BRI, sont autant de projets destinés à soutenir le projet de maillage institutionnel de la Chine. S'inspirant de la stratégie déployée par les États-Unis au sortir de la Seconde Guerre mondiale, Pékin souhaite en effet développer son propre réseau de partenariats. Le recul des États-Unis dans le domaine du multilatéralisme constitue ainsi une opportunité pour la Chine, qui peut se positionner comme une alternative crédible, notamment en compensant le retrait des financements américains. Cependant, comme le montre le conflit en Iran, la Chine a une vision essentiellement pragmatique de ces partenariats qui, jusqu'à présent, ne traduisent pas une volonté d'alliance et présentent une horizontalité assez limitée.

La Chine dispose d'un ancrage dans l'économie mondiale qui, à moyen terme, pourrait se traduire par une réelle capacité à assécher le marché européen. Si la Chine parvient effectivement à piloter la demande et concurrencer l'UE sur le terrain des normes, le rapport de force basculera drastiquement en faveur de Pékin. Si le découplage n'est pas une solution crédible pour la Chine, cette situation pourrait néanmoins se traduire par une perte significative d'autonomie stratégique pour l'UE, sans commune mesure avec ce qui a été accepté avec les États-Unis à l'issue de la guerre froide.

La Chine dispose d'un ancrage dans l'économie mondiale qui, à moyen-terme, pourrait se traduire par une réelle capacité à assécher le marché européen. Si la Chine parvient effectivement à piloter la demande et concurrencer l'UE sur le terrain des normes, le rapport de force basculera drastiquement en faveur de Pékin. Si le découplage n'est pas une solution crédible pour la Chine, cette situation pourrait néanmoins se traduire par une perte significative d'autonomie stratégique pour l'UE, sans commune mesure avec ce qui a été accepté avec les États-Unis à l'issue de la guerre froide.

L'Union européenne se trouve à un moment charnière de son histoire géopolitique. D'un côté, la Chine, premier exportateur mondial et acteur clé des technologies critiques, mène une stratégie à double détente : exporter massivement tout en relançant sa demande intérieure pour peser sur les normes internationales. De l'autre, l'UE, premier marché au monde, doit concilier sa dépendance croissante vis-à-vis de Pékin (terres rares, technologies, produits manufacturés) et la nécessité de réduire ses risques stratégiques, dans un contexte de recomposition de l'ordre international. L'UE doit repenser ses partenariats non pas en réponse aux actions de Pékin, mais dans la perspective de déployer une stratégie durable de résilience et de souveraineté.

# Éléments conclusifs et recommandations

- **L'UE doit maintenir un haut niveau d'investissement dans les technologies critiques**

Investir dans les technologies critiques est un impératif pour l'UE, dans la perspective de réduire sa dépendance aux chaînes de valeur dominées par la Chine et de garantir sa résilience face aux chocs géopolitiques. Les semi-conducteurs, l'IA ou les énergies vertes ne sont plus seulement des secteurs économiques. La capacité d'un acteur à pouvoir se positionner sur ces secteurs est le reflet de ses capacités à investir sur des secteurs stratégiques. Sans une base technologique autonome, l'UE restera vulnérable aux pressions extérieures et incapable de peser dans les normes mondiales.

- **La diversification des partenariats stratégiques européens doit s'insérer dans une démarche structurelle**

Dans un contexte de guerre cognitive et d'intensification de la lutte informationnelle, l'UE doit protéger ses institutions, ses citoyens et ses valeurs. Les opérations sous le seuil menacent la cohésion européenne et sa capacité à décider librement. Une réponse efficace suppose des mécanismes de détection précoce, une coordination renforcée entre États membres et des outils juridiques adaptés.

- **Le renforcement des moyens européens de lutte contre les opérations d'influence est une priorité**

Diversifier les partenariats stratégiques dans une démarche structurelle, par opposition à la multiplication des formats ad hoc, permet à l'UE de sortir de sa dépendance exclusive vis-à-vis de la Chine sans tomber dans un protectionnisme autodestructeur. En s'alliant avec des partenaires fiables et identifiés tels que le Canada ou les pays du Golfe, l'UE peut sécuriser des approvisionnements alternatifs, étendre son influence normative et créer des corridors économiques résilients.



# Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée  
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : [secretariat@institut-ega.org](mailto:secretariat@institut-ega.org)

Site internet : [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)